

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/147

1er juillet 2003

(03-3502)

Organe de règlement des différends
15 avril 2003

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 15 avril 2003

Président: M. Shotaro Oshima (Japon)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD.....	2
a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis.....	2
b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis.....	2
c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis	3
d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis	4
2. Uruguay – Traitement fiscal de certains produits	5
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Chili	5
3. États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des produits pétroliers en provenance d'Argentine.....	6
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine	6
4. États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	9
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada	9
5. Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve.....	10
a) Rapport du Groupe spécial.....	10
6. États-Unis – Subventions concernant le coton upland	12
a) Déclaration du Brésil concernant l'Annexe V de l'Accord SMC	12
7. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignation proposée	20
8. Déclaration du Président concernant une communication de l'Organe d'appel au sujet des modifications qu'il est proposé d'apporter aux <i>Procédures de travail pour l'examen en appel</i>.....	20

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.14)
- b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.13 - WT/DS162/17/Add.14)
- c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.7)
- d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.7)

1. Le Président a rappelé qu'aux termes de l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, "[à] moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Il a proposé d'examiner séparément les quatre questions susmentionnées.

- a) États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.14)

2. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS160/18/Add.14 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.

3. Le représentant des États-Unis a indiqué que, le 3 avril 2003, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Tel qu'indiqué dans ce rapport, les États-Unis et les CE recherchaient un règlement positif et mutuellement acceptable du différend. L'administration états-unienne accomplissait des progrès considérables dans les travaux avec le Congrès sur ce point en vue d'arriver à un arrangement mutuellement acceptable, compatible avec les règles de l'OMC. Les États-Unis espéraient que les parties au différend notifieraient prochainement à l'ORD des renseignements complémentaires à ce sujet.

4. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que les CE se félicitaient de la déclaration positive faite par les États-Unis et attendaient avec impatience de nouveaux progrès sur cette question.

5. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

- b) États-Unis – Loi antidumping de 1916: rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.13 - WT/DS162/17/Add.14)

6. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS136/14/Add.14 - WT/DS162/17/Add.14 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à la Loi antidumping de 1916.

7. Le représentant des États-Unis a indiqué que, le 3 avril 2003, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un rapport de situation

additionnel concernant ce différend. Tel qu'indiqué dans ce rapport, un projet de loi portant abrogation de la Loi de 1916 avait été soumis à la Chambre des représentants le 4 mars 2003 (H.R. 1073). L'administration états-unienne continuerait de travailler avec le Congrès pour progresser encore sur la voie du règlement de ce différend avec les CE et le Japon.

8. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que les CE tenaient à souligner à nouveau que, pour que la mise en œuvre dans cette affaire soit correcte, il ne suffisait pas d'abroger la Loi antidumping de 1916, il fallait aussi mettre un terme aux affaires en instance devant les tribunaux. Il a rappelé qu'en juillet 2001 les CE avaient consenti à accorder un délai supplémentaire de mise en œuvre aux États-Unis à la condition expresse que la loi d'abrogation mette fin aux affaires en instance devant les tribunaux. De même, en février 2002, les CE avaient accepté de suspendre l'arbitrage de leur demande de rétorsion parce que le Congrès examinait un projet de loi portant abrogation de la Loi antidumping de 1916 et mettant fin aux poursuites. Trois poursuites engagées contre des sociétés des CE au titre de la Loi antidumping de 1916 étaient présentement en instance. Deux de ces poursuites avaient été introduites après l'expiration du délai initial pour l'abrogation de la Loi antidumping de 1916. Il était manifestement inacceptable que des sociétés des CE supportent des frais de procédure importants et qu'elles puissent être trouvées coupables de plaintes fondées sur une loi qui avait été condamnée sans ambiguïté et qui aurait dû être abrogée depuis longtemps. Les CE ont exhorté à nouveau les États-Unis à mettre fin une fois pour toutes à ce différend en abrogeant la Loi antidumping de 1916 et en mettant fin aux affaires en instance devant les tribunaux.

9. La représentante du Japon a déclaré que son pays avait constaté avec beaucoup d'inquiétude que, dans leurs rapports de situation ou leurs déclarations aux réunions de l'ORD, les États-Unis n'avaient pas indiqué précisément de quelle manière ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire ni s'ils avaient l'intention de procéder d'urgence à cette mise en œuvre. Elle a rappelé qu'il y avait deux ans et demi que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel avaient été adoptés. Le défaut continu de mise en œuvre par les États-Unis ne pouvait qu'entraîner une perte de confiance dans le système de règlement des différends de l'OMC. Les États-Unis devaient abroger la Loi antidumping de 1916 incompatible avec les règles de l'OMC dès que possible à la première session du 108^{ème} Congrès en cours. Il était regrettable que le projet de loi soumis à la Chambre des représentants le 4 mars 2003 soit sans effet sur les affaires en instance. Cela signifiait que les sociétés défenderesses japonaises continueraient de subir des dommages graves, y compris des frais juridiques importants, même si ce projet de loi était adopté. Le Japon avait dit sans ambiguïté que le projet de loi portant abrogation de la Loi antidumping de 1916 se devrait d'avoir un effet rétroactif afin de mettre fin aux affaires en instance. La teneur du projet de loi du 4 mars n'était donc pas acceptable. La situation était plutôt intrigante puisque le projet de loi avec effet rétroactif avait bien été soumis au 107^{ème} Congrès. Le Japon a demandé à l'administration états-unienne d'assurer une meilleure coordination avec le Congrès et, en particulier, d'informer l'ORD des progrès réalisés en vue de l'introduction et de l'adoption des projets de loi portant abrogation comportant les effets rétroactifs voulus. Le Japon a encore une fois exhorté fermement les États-Unis à mettre en œuvre correctement les recommandations et décisions de l'ORD dans les plus brefs délais et a rappelé aux États-Unis qu'il conservait le droit de suspendre des concessions ou autres obligations dans cette affaire.

10. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

c) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.7)

11. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS176/11/Add.7 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998 portant ouverture de crédits.

12. Le représentant des États-Unis a indiqué que, le 3 avril 2003, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'administration états-unienne continuerait d'œuvrer avec le Congrès en vue de régler ce différend.

13. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE espéraient vivement qu'il ne leur faudrait pas ajouter cette affaire à la liste d'affaires que les États-Unis n'avaient pas mises en œuvre. Il a fait remarquer que les États-Unis ne disposaient plus que d'un peu plus de deux mois pour faire en sorte que la mise en œuvre soit achevée d'ici à la nouvelle échéance. Les CE tenaient à souligner que deux projets de loi portant abrogation de l'article 211 étaient maintenant devant le Congrès des États-Unis. Il a également tenu à rappeler la position des CE sur les marques abandonnées. Le Groupe spécial s'était fondé sur les affirmations des représentants des États-Unis selon lesquelles l'article 211 ne s'appliquerait pas à une nouvelle marque après l'abandon d'une première marque à laquelle cet article pouvait s'être appliqué. Cette interprétation n'était pas partagée par les tribunaux fédéraux des États-Unis qui avaient refusé de voir une exception relative à l'abandon dans l'article 211. Les CE ne pouvaient donc pas accepter la position de l'administration états-unienne selon laquelle il n'était pas nécessaire de préciser que l'article 211 ne s'appliquait pas aux cas où la marque avait été abandonnée par le titulaire initial.

14. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'il souhaitait répondre au dernier point soulevé par les CE. Comme les États-Unis l'avaient déclaré à la dernière réunion de l'ORD, si les CE avaient connaissance de décisions judiciaires relatives à l'article 211 qui n'avaient pas été mentionnées au Groupe spécial ou à l'Organe d'appel, les États-Unis aimeraient les connaître. Pour autant que les États-Unis étaient concernés, les parties avaient informé le Groupe spécial et l'Organe d'appel de toutes les décisions judiciaires relatives à l'article 211. On ne pouvait donc pas prétendre que de telles décisions représentaient de nouveaux renseignements. En tout état de cause, les États-Unis tenaient à affirmer à nouveau que les recommandations et les décisions de l'ORD dans cette affaire n'avaient pas trait à la question de l'abandon.

15. La représentante de Cuba a déclaré que sa délégation avait pris note du rapport de situation présenté par les États-Unis et a tenu, encore une fois, à affirmer que le non-respect par les États-Unis des recommandations portait préjudice à la crédibilité de l'ORD. Cuba a encouragé les États-Unis à se conformer aux recommandations relatives à l'article 211 d'ici à l'échéance du 30 juin 2003. Son pays souhaitait s'associer à la déclaration des CE concernant la question de la non-application de l'article 211 aux marques abandonnées.

16. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

d) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.7)

17. Le Président a appelé l'attention des participants sur le document WT/DS184/15/Add.7, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative aux mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

18. Le représentant des États-Unis a indiqué que, le 3 avril 2003, son pays avait présenté un rapport de situation additionnel concernant ce différend, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. S'agissant des recommandations et décisions de l'ORD qui n'étaient pas visées par la détermination du droit antidumping du 22 novembre 2002 établie par le Département du commerce, les États-Unis continuaient d'œuvrer avec le Congrès en vue de résoudre ce différend. Le 14 avril 2003, l'Ambassadeur Zoellick et le Secrétaire au commerce

Evans avaient écrit au Congrès des États-Unis pour appuyer des modifications spécifiques à l'article 735 c) 5) de la Loi douanière de 1930 visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. L'administration états-unienne œuvrerait en vue de faire adopter ces modifications.

19. La représentante du Japon a indiqué que, comme son pays l'avait déclaré à des réunions précédentes de l'ORD, le Japon ne s'était pas opposé à la prolongation du délai raisonnable dans cette affaire uniquement parce que les États-Unis s'étaient engagés à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, y compris en déposant le projet de loi nécessaire et en le faisant adopter à la première session du 108^{ème} Congrès. Le fait que l'un des acteurs les plus importants de l'OMC et l'un des usagers les plus fréquents du système de règlement des différends continuait de ne pas mettre en œuvre de nombreuses affaires posait un risque grave et réel à la crédibilité de l'OMC. Le Japon a pris note de la déclaration faite par les États-Unis à la présente réunion et espérait recevoir plus de précisions sur la lettre qui avait été adressée au Congrès des États-Unis. Le Japon comptait sur les États-Unis pour mettre en œuvre cette affaire rapidement et collaborer étroitement et concrètement avec le Japon sur l'état d'avancement et la teneur de la mise en œuvre.

20. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. Uruguay – Traitement fiscal de certains produits

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Chili (WT/DS261/4)

21. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication du Chili figurant dans le document WT/DS261/4.

22. Le représentant du Chili a déclaré que, selon son pays, la taxe intérieure spécifique (*Impuesto Específico Interno* – IMESI) perçue sur la première vente et sur les importations de certains biens de consommation tels que les boissons, les vins, les liqueurs, le tabac, les cigarettes, les automobiles, les lubrifiants et les combustibles était incompatible avec les obligations contractées par l'Uruguay dans le cadre de l'OMC en matière de traitement national et de traitement de la nation la plus favorisée. Il a rappelé que l'IMESI avait été établie en vertu du chapitre 11 du Texte codifié de 1996, tel que modifié par le Décret n° 200/002 de juin 2002 et régi par le Décret réglementaire n° 96/990 de février 1990. Elle était appliquée par des décrets semestriels du Ministère de l'économie et des finances et des résolutions bimensuelles de la Direction générale des impôts. Le système de l'IMESI était appliqué sous diverses formes mais, en général, elle était calculée à des prix fictifs; à savoir des prix fixés par l'autorité uruguayenne, dans la plupart des cas, arbitrairement. Ces prix fictifs haussaient la base d'imposition par rapport au prix de vente réel des produits. Dans sa demande, le Chili a donné des exemples de l'application de l'IMESI aux cigarettes, au tabac, au vin et aux liqueurs. Dans le cas des cigarettes, de la bière, des jus et de l'eau minérale, non seulement un prix fictif était-il fixé pour les produits nationaux mais ce prix était doublé pour les produits importés similaires. En Uruguay, cette pratique était appelée l'"IMESI double" et elle était manifestement une forme de discrimination fiscale incompatible avec l'article III du GATT de 1994. Par ailleurs, le prix fictif des cigarettes importées était déterminé différemment selon l'origine du produit, ce qui contrevenait clairement à l'article premier du GATT de 1994. En pratique, cela revenait à une interdiction des importations.

23. L'intervenant a rappelé que le 18 juin 2002 le Chili avait demandé la tenue de consultations avec l'Uruguay et qu'elles avaient eu lieu à Montevideo le 23 juillet. À cette réunion, des renseignements avaient été échangés et le Chili avait pris note de la position de l'Uruguay. Il avait également été décidé qu'un laps de temps serait accordé à l'autorité uruguayenne pour étudier et proposer une solution aux préoccupations du Chili. À cet égard, le Chili avait tenu compte de la situation financière difficile de l'Uruguay. Toutefois, neuf mois plus tard, le système fiscal de

l'Uruguay continuait d'être incompatible avec les obligations qu'il avait contractées dans le cadre de l'OMC. Le Chili avait reçu récemment le texte d'un décret présidentiel portant modification de l'IMESI. L'objectif apparent de ce décret était de placer le traitement fiscal intérieur des cigarettes importées et nationales sur un pied d'égalité. Ce décret ne semblait pas encore être en vigueur. Le Chili procédait actuellement à l'évaluation des conséquences pratiques du décret sur le marché uruguayen mais sa réaction préliminaire était qu'il ne corrigeait pas entièrement la discrimination exercée à l'encontre des cigarettes chiliennes. De plus, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Chili visait d'autres produits faisant également l'objet d'une discrimination fiscale sur le marché intérieur et par rapport à des pays tiers. En conséquence, le Chili n'avait d'autre solution que de demander l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends afin qu'il soit constaté que l'IMESI, telle que prévue dans les instruments juridiques susmentionnés et d'autres dispositions et/ou modifications supplémentaires, était incompatible avec les articles I^{er} et III du GATT de 1994. Le Chili tenait à affirmer à nouveau que, sans préjudice de sa demande, il était prêt à rechercher une solution bilatérale concrète qui était conforme aux règles de l'OMC.

24. Le représentant de l'Uruguay a indiqué que les consultations dont le Chili avait demandé la tenue concernant l'application par l'Uruguay de la taxe intérieure spécifique (IMESI) avaient eu lieu le 23 juillet 2002 à Montevideo. Les CE et le Mexique avaient aussi participé à ces consultations. Selon l'Uruguay, les consultations et les contacts bilatéraux entre l'Uruguay et le Chili constituaient un cadre adéquat pour résoudre la question compte tenu de la volonté de dialogue et d'entente démontrée par les deux parties durant ce processus. C'est pourquoi l'Uruguay regrettait que le Chili ait décidé d'opter pour l'établissement d'un groupe spécial afin d'examiner cette question, interrompant ainsi le dialogue que favorisait l'Uruguay. Les raisons et les arguments avancés par le Chili concernant l'IMESI appliquée par l'Uruguay étaient irrecevables parce qu'ils n'étaient pas fondés. En conséquence, l'Uruguay n'était pas en mesure de consentir à l'établissement d'un groupe spécial sur cette question.

25. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

3. États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des produits pétroliers en provenance d'Argentine

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine (WT/DS268/2)

26. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication de l'Argentine figurant dans le document WT/DS268/2.

27. Le représentant de l'Argentine a déclaré que son pays était reconnaissant de la possibilité qui lui était ménagée de présenter ses vues sur la situation grave à laquelle était confrontée une société argentine concernant son accès au marché des États-Unis en raison du maintien par les États-Unis de mesures antidumping par l'effet d'un réexamen à l'extinction de la mesure mené entre juillet 2000 et juillet 2001. La société argentine en question, Siderca, était le principal producteur et exportateur d'une large gamme de produits tubulaires en acier utilisés surtout dans le secteur de la production de pétrole et de gaz et elle exportait plus de 70 pour cent de sa production vers plus de 60 pays. S'agissant de la situation particulière de la société, l'Argentine considérait que les constatations du Département du commerce des États-Unis, à l'appui de son réexamen accéléré à l'extinction de la mesure, et du Département du commerce des États-Unis et de la Commission du commerce international (ITC), concernant la nécessité de maintenir la mesure antidumping, étaient incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. De plus, le gouvernement argentin considérait que certains aspects des lois, règlements, politiques et procédures des États-Unis relatives à la gestion des réexamens à l'extinction de mesures étaient incompatibles avec les obligations contractées par ce pays dans le cadre de l'OMC. Dans ce contexte, et sans répéter toutes

les allégations énoncées dans la demande distribuée sous la cote WT/DS268/2, il était important de souligner certains points.

28. L'Argentine a fait remarquer que Siderca n'avait effectué aucune expédition sur le marché des États-Unis depuis 1995. Son droit de défendre sa position a été compromis par l'application de la procédure "accélérée" car elle avait indiqué qu'elle était entièrement prête à participer à la procédure de réexamen. La justification de l'application de la procédure accélérée, à savoir que les expéditions de la société à l'enquête ne représentaient pas 50 pour cent des exportations totales du produit en provenance de l'Argentine, était insuffisante au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, notamment parce que cette constatation reposait sur une expédition unique qui n'avait pas été effectuée par Siderca. Même s'il était admis que l'exigence relative aux 50 pour cent des exportations totales imposée par le Département du commerce des États-Unis à titre de condition pour ne pas appliquer de procédure accélérée était adéquate, l'administration états-unienne n'avait jamais pu identifier l'origine de l'expédition en question. Le fait de ne pas avoir identifié cette expédition rendait l'application de la procédure accélérée encore plus discutable. Au cours de la procédure de réexamen à l'extinction de la mesure, la notion de la "réponse inadéquate" a été assimilée à un "retrait" de la procédure. Cela s'est traduit par une présomption de répétition du dumping qu'il était presque impossible de réfuter compte tenu des faits et qui était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Les constatations du Département du commerce des États-Unis concernant la probabilité que le dumping se répète n'étaient pas fondées. Elles reposaient sur la présomption selon laquelle l'absence d'importations en provenance de Siderca à l'issue de l'application de la mesure antidumping permettait de conclure que le retrait de la mesure entraînerait vraisemblablement la reprise du dumping à la marge de dumping déterminée durant l'enquête initiale (1,36 pour cent). Aucune nouvelle enquête prospective fondée sur des éléments de preuve positifs n'avait été menée. Les constatations de l'ITC n'étaient pas fondées sur des éléments de preuve positifs et ne pouvaient s'appuyer sur les éléments de preuve figurant au dossier. L'ITC a utilisé une analyse cumulative même si Siderca n'avait fait aucune exportation durant la période suivant l'application de la mesure antidumping. Par ailleurs, l'ITC n'avait pas appliqué correctement les exigences de fond de l'Accord antidumping concernant le dommage. L'ITC n'avait pas non plus analysé les conditions de la concurrence sur le marché international pour des sociétés ayant les caractéristiques de Siderca ou le fait que Siderca n'était assujettie à aucune restriction importante relative à l'accès à ses autres marchés que les États-Unis.

29. L'Argentine considérait qu'il était obligatoire de mettre fin ou de retirer une mesure qui avait été en vigueur pendant cinq ans. Le maintien de la mesure était une exception et, partant, devait être justifié par des éléments de preuve positifs présentés dans le cadre d'une nouvelle enquête essentiellement prospective. En fait, le maintien indéfini d'une mesure antidumping découlant d'une interprétation inadéquate vidait les obligations principales de l'article 11.3 de tout sens véritable, en particulier si les constatations: i) étaient fondées sur des critères qui équivalaient à une présomption irréfragable que le dommage et le dumping se reproduiraient, ii) ne reposaient pas sur une nouvelle enquête qui s'accompagnait d'un droit sans limitation de défendre sa position, iii) étaient fondées presque exclusivement sur des paramètres résultant de l'enquête initiale, et iv) ne reposaient pas sur une analyse adéquate du nouveau contexte dans lequel la procédure de réexamen avait lieu. Pour ces raisons, l'Argentine a demandé que, conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 17 de l'Accord antidumping, un groupe spécial doté du mandat type soit établi par l'ORD pour examiner les mesures identifiées et constater qu'elles étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

30. Le représentant des États-Unis a déclaré, pour commencer, que les États-Unis étaient heureux de constater que l'Argentine, pour autant que les États-Unis pouvaient le discerner à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial, avait abandonné ses allégations concernant l'ouverture de réexamens à l'extinction de mesures et le critère *de minimis* applicable à de tels réexamens. Les

États-Unis avaient maintenu depuis longtemps que ces aspects particuliers de son système de réexamens à l'extinction de mesures étaient conformes aux obligations qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'OMC et, dans son rapport dans l'affaire sur l'acier allemand, l'Organe d'appel en était ainsi convenu (WT/DS213/AB/R). Les États-Unis étaient, toutefois, déçus que l'Argentine ait choisi d'aller de l'avant en demandant l'établissement d'un groupe spécial pour examiner d'autres allégations. Pour ce qui était des allégations dont on pouvait discerner le sens, les États-Unis étaient confiants qu'il serait constaté que la législation des États-Unis – en tant que telle et telle qu'appliquée dans le réexamen à l'extinction des mesures concernant les produits tubulaires destinés à des produits pétroliers – était compatible avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Malheureusement, il y avait quelques allégations dont les États-Unis ne pouvaient discerner le sens à la lecture de la demande présentée par l'Argentine. L'Organe d'appel ayant indiqué qu'un Membre pourrait perdre son droit de s'opposer à une lacune figurant dans une demande d'établissement d'un groupe spécial s'il ne faisait pas état de ses préoccupations au moment où l'ORD examinait une telle demande, les États-Unis exposeraient maintenant en détail leurs vues sur les lacunes qu'ils avaient identifiées dans la demande présentée par l'Argentine.

31. Les principales réserves des États-Unis avaient trait aux allégations de l'Argentine qui ne figuraient pas aux sections A et B de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle avait présentée. En particulier, au premier paragraphe après la section B.4 de la demande, l'Argentine a déclaré qu'elle contestait "certains aspects" de lois, règlements, principes directeurs et procédures des États-Unis. L'Argentine avait mentionné les lois, règlements, principes directeurs et procédures en question mais elle n'avait pas identifié les aspects de ces instruments qu'elle contestait. Plus grave encore, l'Argentine a ensuite allégué que ces "aspects" non identifiés de lois, règlements, principes directeurs et procédures violaient un grand nombre d'articles de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC, la plupart de ces articles contenant nombre d'obligations distinctes. L'Argentine n'avait pas indiqué quelles dispositions des instruments des États-Unis violaient quelles dispositions particulières des accords cités, si bien que les Membres ne savaient pas ce dont il était question dans cette partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Autrement dit, pour placer le problème dans le cadre de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, les Membres se posaient la question suivante: quel était le fondement juridique de la plainte?

32. Le problème était moins grave dans les sections A et B de la demande présentée par l'Argentine parce que, dans la plupart des cas, l'Argentine avait bien identifié la mesure en question et les alinéas particuliers des articles dont il était allégué qu'ils étaient violés par la mesure. Malheureusement, ce n'était pas toujours le cas. Aux sections B.1 et B.2 de sa demande, l'Argentine a allégué une violation de l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa totalité. Cette allégation semblait peu plausible et le manque de précision apparaissait injustifié compte tenu que l'Argentine était en mesure d'identifier, ailleurs, les paragraphes précis de l'article 6 qui, selon elle, avait été violé. De même, à la section B.3, l'Argentine a allégué que l'article 3 de l'Accord antidumping avait été violé dans sa totalité. Cette allégation ambitieuse semblait, elle aussi, peu plausible et injustifiée. Pour ce qui était d'une large part de la demande présentée par l'Argentine, les États-Unis étaient donc incapables de discerner le fondement juridique de la plainte de l'Argentine et ils estimaient qu'un groupe spécial, si un tel groupe était établi sur la base de la présente demande, serait de leur avis. En conséquence, il convenait que l'Argentine retire la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle avait présentée et en présente une autre qui serait conforme à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et qui permettrait aux États-Unis et à tous les autres Membres de bien discerner le fondement juridique de la plainte de l'Argentine.

33. Cela étant dit, la demande présentée par l'Argentine posait un autre problème aux États-Unis. Certains des instruments identifiés par l'Argentine ne constituaient pas des "mesures" qui pouvaient être contestées. Deux des instruments en question étaient: i) l'Énoncé des mesures administratives - ou "SAA" - accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay; et ii) le Sunset Policy Bulletin du Département du commerce des États-Unis. Comme ces deux instruments avaient déjà été

examinés, ou étaient actuellement examinés, par des groupes spéciaux, les États-Unis ne répèteraient pas leur position sinon pour déclarer qu'à leur avis ces instruments ne constituaient pas des "mesures". Il y avait un troisième instrument qui n'était pas une "mesure" pouvant à bon droit faire l'objet d'une demande d'établissement d'un groupe spécial. Il s'agissait de ce que l'Argentine appelait la "Détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée". Cette détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée – que l'Argentine considérait comme étant une "mesure" – n'était, en réalité, rien de plus qu'une décision préliminaire interlocutoire rendue par un fonctionnaire du Département du commerce dans le cadre du réexamen à l'extinction de la mesure antidumping visant les produits tubulaires destinés à des produits pétroliers en provenance d'Argentine. En fait, comme cela était indiqué dans la demande présentée par l'Argentine, la soi-disant "mesure" n'était rien de plus qu'un mémorandum interne du Département du commerce décidant de mener un réexamen accéléré plutôt qu'un réexamen complet à l'extinction de la mesure. Elle ne différait donc pas de la myriade de types de décisions rendues dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen antidumping, telles qu'une décision de mener ou non une vérification sur place, de proroger le délai pour une détermination préliminaire ou finale, de limiter le nombre d'exportateurs concernés, etc. Des centaines, voire des milliers, de décisions préliminaires distinctes étaient prises dans ce qui devenait, à l'issue du processus, une mesure antidumping. Or, il ressortait clairement du paragraphe 4 de l'article 17 de l'Accord antidumping que seuls certains types précis de mesures pouvaient être portés devant un groupe spécial. Ces mesures ne comprenaient pas les décisions préliminaires. En conséquence, il ne faisait aucun doute que l'Argentine ne pouvait pas contester cette "Détermination à l'effet de suivre une procédure accélérée" à titre de mesure.

34. Enfin, les États-Unis ont noté que l'Argentine prétendait demander l'établissement d'un groupe spécial doté d'un mandat type mais, dans sa demande, elle demandait en fait à l'ORD d'établir un groupe spécial doté d'un mandat qui semblait ordonner au groupe spécial "de constater" que les "mesures alléguées" étaient incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. L'Argentine demandait un mandat à l'ORD qui préjugerait du résultat de ce différend. Ce n'était pas un mandat type. En résumé, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine était viciée parce qu'elle ne présentait pas le problème avec suffisamment de clarté et parce qu'elle prétendait contester des choses qui n'étaient pas des "mesures". En outre, le mandat demandé par l'Argentine n'était pas approprié. En conséquence, les États-Unis ne pouvaient consentir à l'établissement d'un groupe spécial.

35. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

4. États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS277/2)

36. Le Président a appelé l'attention des participants sur la communication du Canada figurant dans le document WT/DS277/2.

37. Le représentant du Canada a déclaré que, comme les Membres le savaient, l'industrie du bois d'œuvre résineux avait une importance vitale pour l'économie canadienne, avec des exportations annuelles vers les États-Unis d'une valeur approximative de 10 milliards de dollars EU. Il y avait environ 800 scieries de bois d'œuvre résineux dans tout le Canada et le secteur employait approximativement 180 000 travailleurs. Trois cents communautés canadiennes comptaient sur le secteur forestier pour leur survie économique. Le Canada avait déjà demandé l'établissement de groupes spéciaux au sujet de déterminations en matière de droits compensateurs et de droits antidumping faites par le Département du commerce des États-Unis concernant le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Le Canada demandait maintenant l'établissement d'un groupe spécial à l'égard de la détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage établie par la

Commission internationale du commerce des États-Unis (ITC). Passant aux faits de l'affaire, il a indiqué que, le 20 décembre 2002, le Canada avait demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de l'enquête de l'ITC dans l'affaire relative au bois d'œuvre résineux en provenance du Canada et des droits antidumping et compensateurs finals appliqués à la suite de la détermination finale de l'existence d'une menace de dommage établie par l'ITC le 16 mai 2002. Les consultations, qui avaient été tenues le 22 janvier 2003, n'avaient pas permis de régler le différend. Comme cela était indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Canada estimait que les États-Unis violaient plusieurs des obligations leur incombant au titre de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et du GATT de 1994. Au nombre des violations, il a fait mention des cinq violations suivantes: i) ne pas avoir fait en sorte que la détermination concluant à une menace de dommage important soit fondée sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités; ii) ne pas avoir démontré qu'un changement de circonstances, qui créerait une situation où le dumping ou la subvention causerait un dommage, soit nettement prévu et imminent; iii) ne pas avoir dûment examiné tous les facteurs pertinents à une détermination de l'existence d'une menace de dommage important; iv) ne pas avoir fait en sorte que les dommages qui pourraient être causés par d'autres facteurs à l'avenir ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping et aux importations subventionnées; et v) avoir indûment déterminé que de nouvelles importations faisant l'objet d'un dumping et importations subventionnées étaient imminentes, qu'il était probable que ces importations exacerbent la pression exercée au niveau des prix sur les producteurs nationaux des États-Unis et qu'un dommage important pour la branche de production nationale se produirait. En conséquence et conformément aux dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, le Canada demandait l'établissement d'un groupe spécial pour examiner ces questions.

38. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays regrettait que le Canada ait choisi de demander l'établissement d'un groupe spécial. À l'issue d'un examen approfondi et minutieux, la Commission du commerce international des États-Unis (ITC) avait conclu qu'une branche de production aux États-Unis était menacée d'un dommage important en raison d'importations de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Le fondement de ces conclusions était bien établi dans le rapport de l'ITC. La détermination de l'ITC et les moyens qui avaient été pris pour y parvenir étaient pleinement conformes aux règles applicables de l'OMC. Les États-Unis ont exhorté le Canada à reconsidérer sa position. En conséquence, les États-Unis estimaient qu'il serait prématuré d'établir un groupe spécial maintenant et, partant, ils n'étaient pas en mesure de consentir à l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion.

39. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

5. Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve

a) Rapport du Groupe spécial (WT/DS238/R)

40. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 18 janvier 2002 l'ORD avait établi un Groupe spécial chargé d'examiner la plainte du Chili. Le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS238/R avait fait l'objet d'une distribution non restreinte le 14 février 2003 en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC figurant dans le document WT/L/452. Il a noté que le rapport du Groupe spécial était soumis à l'ORD pour adoption à la demande du Chili. Il a indiqué que cette procédure d'adoption était sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leur point de vue au sujet du rapport du Groupe spécial.

41. Le représentant du Chili a indiqué qu'une mesure de sauvegarde définitive imposée par l'Argentine en août 2001 sur les importations de pêches en conserve était à l'origine du différend. Cette mesure de sauvegarde était toujours en vigueur. Ce n'était pas la première fois qu'un groupe

spécial de l'OMC concluait que l'Argentine appliquait une mesure de sauvegarde en violation de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes. Le Chili espérait que l'Argentine ferait preuve de plus de retenue à l'avenir et s'abstiendrait d'appliquer des mesures dont elle savait qu'elles seraient contestées avec succès dans le cadre de l'OMC. Les droits inscrits dans les Accords de l'OMC ne devraient pas être utilisés abusivement. Le Chili avait payé cher cette utilisation abusive et, jusqu'à maintenant, ses exportations de pêches en conserve vers l'Argentine avaient été paralysées en raison d'une mesure prohibitive que l'Argentine n'avait pas le droit d'appliquer. Les conclusions du Groupe spécial étaient catégoriques. L'Argentine n'avait pas démontré d'évolution imprévue des circonstances et n'avait pas non plus établi de détermination de l'existence d'un accroissement des importations en termes absolus ou relatifs. De plus, dans sa détermination de l'existence d'une menace de dommage grave, l'Argentine n'avait pas évalué tous les facteurs pertinents qui influençaient sur la situation de la branche de production nationale, fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits venaient étayer sa détermination ou constaté qu'un dommage grave était nettement imminent. Les conclusions et les résultats de ce rapport étaient éloquentes sur la question de savoir si l'Argentine respectait ou non les obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'OMC. Cela dit, outre les allégations susmentionnées, le Chili avait également allégué d'autres violations relatives à la causalité, au rapport que les autorités compétentes devaient rendre public, à la portée acceptable de l'application de la mesure et à sa notification. Le Groupe spécial avait décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et n'était pas parvenu à des conclusions à cet égard. Le Groupe spécial avait pris la bonne décision non pas parce que le Chili considérait que ses arguments n'étaient pas fondés mais parce qu'elle avait permis au Groupe spécial de remettre son rapport plus rapidement. Cette décision avait également confirmé que la mesure de sauvegarde était tellement incompatible qu'il n'était pas nécessaire d'examiner d'autres allégations.

42. En tout état de cause, l'Argentine devait maintenant retirer dès que possible la sauvegarde en question. Le Chili espérait également qu'à l'issue de cette nouvelle décision l'autorité argentine chargée des enquêtes ferait preuve de plus de prudence dans ses enquêtes et ses recommandations. Il était intéressant de noter que, devant les mêmes faits, deux des quatre membres du Conseil de la Commission nationale du commerce extérieur s'étaient fermement opposés à l'imposition de la mesure. Il était également intéressant de noter que ces membres du Conseil s'étaient basés sur le fait que les conditions de fond n'avaient pas été remplies, une constatation que le Groupe spécial avait confirmée. Enfin, il ne fallait pas sous-estimer le fait que ladite commission avait manipulé arbitrairement les chiffres avec l'intention délibérée de constater qu'il y avait eu un accroissement absolu ou relatif des importations alors que, dans les faits, il n'y avait jamais eu de tel accroissement. Pour toutes ces raisons, le Chili a demandé que ce rapport soit adopté par l'ORD et que l'Argentine rende la mesure contestée conforme aux obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC de la seule manière possible compte tenu des constatations du Groupe spécial, à savoir en mettant fin à la mesure de sauvegarde le plus rapidement possible.

43. Le représentant de l'Argentine a indiqué que son pays souhaitait exposer ses vues sur l'adoption du rapport du Groupe spécial devant l'ORD à la présente réunion. Premièrement, l'Argentine a remercié tous les membres du Groupe spécial des efforts qu'ils avaient faits pour résoudre un différend particulièrement complexe. Toutefois, son pays avait des réserves sur les constatations du Groupe spécial concernant quelques-unes des allégations faites par la partie plaignante quant à sa conformité avec l'Accord sur les sauvegardes. Cela dit, son pays tenait à exprimer sa satisfaction devant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'autorité argentine chargée des enquêtes n'avait pas agi de manière contraire à ses obligations au titre des articles 2:1 et 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes en établissant une constatation de l'existence d'une menace de dommage grave sur une allégation, conjecture ou possibilité lointaine. En conséquence, l'Argentine a décidé de ne pas se prévaloir de son droit d'appel étant donné que les ressources du système étaient limitées et devaient être utilisées avec modération. À la lumière des obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC, l'Argentine avait l'intention de suivre les étapes prévues dans le Mémoire d'accord et poursuivrait donc son examen du rapport du Groupe spécial au cours des

30 jours suivants et, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, elle informerait l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire.

44. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que les CE avaient participé en qualité de tierce partie à cette procédure du Groupe spécial car elles avaient un intérêt important en jeu dans la mesure qui avait un effet négatif sur les exportations communautaires. En conséquence, les CE se félicitaient du résultat de la procédure du Groupe spécial qui confirmait en grande partie leurs positions. Les CE ont exhorté l'Argentine à retirer rapidement la mesure, ce qui était la seule option viable pour se conformer aux décisions dans cette affaire.

45. L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS238/R.

6. États-Unis – Subventions concernant le coton upland

a) Déclaration du Brésil concernant l'Annexe V de l'Accord SMC

46. Le Président a indiqué que ce point figurait à l'ordre du jour de la présente réunion à la demande du Brésil et il a invité le représentant du Brésil à le présenter.

47. Le représentant du Brésil a déclaré que, le 18 mars 2003, à la demande du Brésil et conformément, entre autres dispositions, au paragraphe 4 de l'article 7 de l'Accord SMC, l'ORD était convenu d'établir un groupe spécial pour examiner les subventions accordées par les États-Unis concernant le coton upland. Déjà, dans sa première demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 7 février 2003, le Brésil avait demandé à l'ORD d'engager la procédure prévue à l'Annexe V de l'Accord SMC. Il était important que les Membres sachent que la seule condition pour la collecte d'éléments de preuve conformément à la procédure prévue à l'Annexe V était que la question soit portée devant l'ORD conformément au paragraphe 4 de l'article 7 de l'Accord SMC. Lorsque l'Annexe V était invoquée, l'ORD était tenu, conformément au paragraphe 4 de cette annexe, de désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements qui devait être achevé dans les 60 jours à compter de la date à laquelle la question avait été portée devant l'ORD. Les États-Unis avaient bloqué la désignation de ce représentant à deux reprises: à savoir le 18 mars et, par la suite, le 31 mars 2003 à la réunion extraordinaire de l'ORD demandée par le Brésil. La désignation n'avait pas eu lieu à ces deux occasions parce que les États-Unis s'y opposaient, comme l'ORD en avait été informé le 31 mars, si le Brésil ne consentait pas à ce que la procédure visée à l'Annexe V soit suspendue jusqu'à ce que le Groupe spécial ait rendu une décision sur l'applicabilité et la validité de l'Annexe V – une décision qui ne pouvait être rendue avant la fin de la procédure du Groupe spécial et bien après que l'Annexe V aurait cessé d'être utile. En d'autres termes, les États-Unis consentiraient à la désignation d'un facilitateur pour autant que ce facilitateur ne puisse faciliter le processus de collecte de renseignements de manière efficace et en temps opportun. C'était une situation sans issue.

48. Le 1^{er} avril 2003, le Brésil, déplorant que le processus de collecte de renseignements ne puisse toujours pas bénéficier de la présence d'un représentant en raison des manœuvres de procédure des États-Unis, avait envoyé une liste de questions aux États-Unis et à des marchés de pays tiers identifiés par le Brésil. Plusieurs de ces pays s'étaient déclarés disposés à coopérer au processus, comme l'exigeait le paragraphe 1 de l'Annexe V. L'absence de coopération de la part des États-Unis continuait d'en dire remarquablement long. Afin de ménager une autre possibilité de résoudre ce problème de façon satisfaisante, le Brésil avait demandé au Président, le 10 avril 2003, de convoquer à nouveau la réunion suspendue le 31 mars immédiatement après la présente réunion. Comme le Brésil l'avait indiqué au Président et aux États-Unis, le but de cette réunion serait de désigner, par décision de l'ORD, ledit facilitateur aux fins de la procédure, comme l'exigeait le paragraphe 4 de

l'Annexe V. En dépit d'une demande formelle du Brésil, le Président avait décidé de ne pas convoquer à nouveau la réunion.

49. Le Brésil déplorait qu'il n'ait jamais été aussi difficile d'obtenir un facilitateur. Le Brésil était de plus en plus préoccupé par les tracasseries et les détours de procédure qui pourraient influencer sur ses droits dans ce différend et qui rendaient vaine la procédure prévue à l'Annexe V. Premièrement, le Brésil ne pouvait pas voir pourquoi la question de la désignation du représentant n'avait pas encore été soumise à l'ORD par le Président pour décision, comme l'exigeait explicitement le paragraphe 4 de l'Annexe V et comme l'avait demandé maintes fois le Brésil. S'il était ressorti clairement des consultations et des réunions précédentes que les parties avaient des positions divergentes sur cette question, la question aurait alors dû être immédiatement soumise à l'ORD pour décision. Déclarer que l'existence d'un accord entre les parties était une condition préalable à la présentation de la question à l'ORD revenait à créer un nouvel obstacle de procédure qui n'avait absolument aucun fondement juridique. Deuxièmement, le Brésil déplorait que le Président ait décidé de ne pas convoquer à nouveau la réunion suspendue en dépit de la demande formelle du Brésil en ce sens. La décision de ne pas convoquer à nouveau la réunion suspendue écartait la possibilité de parvenir à une solution, ou au moins à un résultat satisfaisant, ce qui aurait pu se produire durant la réunion. Elle imposait également de nouveaux retards indus dans la procédure du Groupe spécial. Le fait d'exprimer le souhait que les parties parviennent à un accord ne remplaçait pas une décision de l'ORD. Le fait d'assujettir la reprise de la réunion à un accord entre les parties équivalait à déléguer le rôle de l'ORD à la partie à qui la demande était formulée. La création d'obstacles de procédure additionnels débouchait sur une autre situation sans issue, équivalente à celle créée par l'argument relatif à la clause de paix avancé par les États-Unis à la réunion extraordinaire précédente de l'ORD.

50. Le fait que les États-Unis avaient recours à toutes les manœuvres de procédure pour rendre la procédure prévue à l'Annexe V sans effet était déplorable, quoique compréhensible. Le Brésil était troublé par la perspective que des manœuvres puissent rendre l'ORD impuissante parce qu'elle n'agirait pas conformément aux textes juridiques. Ce qui aurait dû être une procédure simple dans le cadre du Mémoire d'accord et de l'Accord SMC était en fait devenu un test de l'efficacité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Il s'agissait d'une question d'importance systémique et, comme toutes les questions systémiques, d'une question dont, à moins d'être résolue adéquatement par l'ORD, les Membres reparleraient longtemps après que ce groupe spécial aurait rendu une décision sur la compatibilité avec les règles de l'OMC des subventions des États-Unis concernant le coton upland. Pour conclure, le Brésil souhaitait demander à nouveau la désignation du représentant, dont l'exécution des fonctions pouvait toujours être utile à ce stade de la procédure du Groupe spécial. Conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V et à la règle 17 du Règlement intérieur des réunions du Conseil général, le Brésil demandait donc, une fois de plus, que le Président soumette cette question à l'ORD pour décision maintenant.

51. Le représentant des États-Unis a déclaré que la décision du Brésil d'invoquer à la fois l'Accord sur l'agriculture et l'Accord SMC avant l'expiration de la clause de paix de l'Accord sur l'agriculture soulevait des questions de procédure qui n'avaient jamais été examinées par l'ORD, en particulier pour ce qui était de l'interaction entre la clause de paix et les dispositions de l'Accord SMC. Les États-Unis avaient abordé ces questions dans un esprit de coopération et avaient proposé une séquence d'événements qui auraient permis une résolution ordonnée et logique de ces questions sans porter atteinte à la position des deux parties. Le Brésil souhaitait utiliser la procédure prévue à l'Annexe V pour recueillir des renseignements auprès des États-Unis et des pays tiers Membres concernés au sujet de ses allégations concernant un dommage grave. Or, la clause de paix ne permettait pas l'introduction d'une action fondée sur ces allégations sauf si le Brésil montrait que la clause de paix était inapplicable. La procédure prévue à l'Annexe V servait uniquement à établir des allégations de dommage grave au titre de l'Accord SMC. Contrairement à ce qu'avait affirmé le Brésil à la réunion précédente de l'ORD, elle ne pouvait être utilisée pour la collecte de renseignements servant à déterminer si la clause de paix était applicable au titre de l'Accord sur l'agriculture. Ainsi,

c'étaient les États-Unis qui seraient lésés s'ils devaient recueillir et fournir des renseignements relatifs à des mesures qui étaient "exemptées des actions fondées sur" les articles 5 et 6 de l'Accord SMC en vertu de la clause de paix.

52. Afin de combler l'écart entre les positions, les États-Unis avaient proposé un moyen pragmatique de sauvegarder les positions des deux parties. Selon la proposition des États-Unis, dans l'éventualité improbable où le Groupe spécial devait déterminer que la clause de paix ne faisait pas obstacle aux allégations du Brésil, les parties pourraient alors engager la procédure prévue à l'Annexe V. Le Brésil n'avait pas accepté cette proposition. Au contraire, le Brésil avait présenté des questions comme si le processus de l'Annexe V était applicable. Ce faisant, le Brésil avait imposé aux Membres la charge de fournir des données qui, compte tenu de la clause de paix, seraient complètement inutiles pour la procédure du Groupe spécial. Les États-Unis espéraient que le Brésil les aiderait à trouver une solution à ces questions de procédure. La proposition des États-Unis de permettre que le processus de l'Annexe V soit engagé si le Groupe spécial décidait que la clause de paix n'était pas applicable restait valable.

53. Par ailleurs, en réponse au dernier point soulevé par le Brésil, les États-Unis ont fait remarquer que le point de l'ordre du jour de la présente réunion avait trait uniquement à la déclaration du Brésil concernant l'Annexe V et non pas à la désignation du représentant de l'ORD conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V ni à une décision de l'ORD au titre du paragraphe 2 de l'Annexe V d'engager la procédure prévue à l'Annexe V. En tout état de cause, les États-Unis continuaient de penser qu'il était prématuré de désigner un représentant de l'ORD à la présente réunion. Comme les États-Unis l'avaient expliqué à la réunion du 31 mars de l'ORD ainsi qu'à la présente réunion, le Brésil n'avait pas le droit d'utiliser les procédures prévues à l'Annexe V à ce stade. Les États-Unis avaient proposé un moyen pragmatique de sauvegarder les positions des deux parties et espéraient la coopération du Brésil afin de trouver une solution.

54. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que l'ORD était déjà convenu d'établir un groupe spécial dans cette affaire sur la base de la demande présentée au titre de l'article 7.4 de l'Accord SMC et de le doter d'un mandat comprenant les articles 5 et 6 de l'Accord SMC. Selon les CE, l'ORD devait statuer, à la présente réunion, sur la demande du Brésil de désigner un facilitateur. L'obligation découlant du paragraphe 4 de l'Annexe V était claire et inconditionnelle. Pour ce qui était du point soulevé par les États-Unis, les CE estimaient qu'il s'agissait d'une question de compétence qui n'était pas du ressort de l'ORD ou du Président mais uniquement du Groupe spécial. En conséquence, en continuant d'aller à l'encontre des droits du Brésil et en empêchant l'ORD de respecter ses obligations, les Membres s'engageaient dans une situation problématique où l'Annexe V n'était pas applicable. Les CE voulaient savoir pourquoi la question n'avait pas été présentée à l'ORD afin qu'il s'acquitte de sa tâche.

55. Le Président a déclaré qu'il souhaitait répondre à certaines questions posées par les délégations à la présente réunion. S'agissant de la demande du Brésil de convoquer à nouveau la réunion qui avait été suspendue le 31 mars, il a rappelé que, conformément à l'accord conclu entre le Brésil et les États-Unis avant cette réunion, il avait déclaré dans ses conclusions que cette réunion serait convoquée à nouveau dès qu'un accord serait conclu. Cette déclaration avait été acceptée par tous les Membres présents à cette réunion, y compris le Brésil. Comme il y avait encore des divergences de vues entre les parties, il n'était pas possible de convoquer à nouveau la réunion suspendue. Cet état de choses était sans préjudice de tout autre droit que pourrait avoir le Brésil à cet égard. S'agissant de la question de savoir pour quelle raison l'ORD n'était pas en mesure de prendre de décision concernant la désignation d'un facilitateur, il était évident qu'une décision de l'ORD sur cette question devait être prise par consensus et certaines parties n'avaient pas encore consenti à ce que certaines procédures soient suivies. Pour le moment, l'ORD ne pouvait prendre de décision sur cette question.

56. Le représentant du Brésil a déclaré que l'accord conclu entre le Brésil et les États-Unis avant la réunion du 31 mars de l'ORD visait à suspendre la réunion. Le Brésil n'avait rien dit concernant la question de la reprise de la réunion dès qu'un accord serait conclu. Le Brésil voyait dans la déclaration du Président l'expression du souhait que cet accord soit conclu et non pas une condition à la reprise de la réunion, comme le Président l'avait déclaré. Il était difficile d'imaginer qu'une décision ne serait prise sur une question que si la partie à qui la demande était présentée consentait à céder à d'autres arguments. Pour ce qui était de la présentation de la question à l'ORD, il a indiqué que le Président jugeait, d'après ses consultations informelles, qu'aucune décision ne pouvait être prise à ce stade. Or, si le Brésil demandait au Président de présenter la question à l'ORD pour décision, le Président se devait de s'exécuter et, conformément au règlement intérieur, l'ORD se devait de statuer sur la question; le Président ne pouvait prendre en charge les fonctions de l'ORD, comme l'indiquait le paragraphe 4 de l'Annexe V. Il appartenait aux Membres de l'ORD de parvenir à une décision conformément au règlement intérieur et non pas au Président de décider de ne pas présenter la question à l'examen de l'ORD. Le Brésil estimait qu'il n'appartenait pas au Président de créer des obstacles de procédure additionnels et, si tel était le cas, il voulait savoir ce qu'il faudrait faire pour que le Président présente cette question à l'ORD pour décision.

57. Le représentant des Communautés européennes a noté que le Président avait déclaré que l'ORD ne pouvait prendre de décision sur cette question à moins qu'il n'y ait un consensus et, selon le Président, il n'y avait pas de consensus. Il souhaitait savoir quel était le fondement juridique sur lequel s'appuyait le Président pour décider qu'une décision au titre du paragraphe 4 de l'Annexe V devait être prise par consensus. Deuxièmement, si cela était évident, le Président devrait porter cette question devant l'ORD. Les CE partageaient le point de vue exprimé par le Brésil selon lequel le Président n'avait pas le pouvoir de décider que l'existence ou non d'un consensus était évidente. La question devrait être présentée à l'ORD et les Membres constateraient s'il y avait un consensus ou une majorité ou toute autre situation.

58. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'il avait écouté les observations formulées par les délégations. Ces observations s'étaient beaucoup éloignées du point que le Brésil avait fait inscrire à l'ordre du jour de la présente réunion, soit une déclaration concernant l'Annexe V. Le Brésil avait bien demandé la reprise du point suspendu qui avait été suspendu à la réunion du 31 mars de l'ORD mais il tenait à rappeler que ce point avait été suspendu conformément à la décision de l'ORD qui avait indiqué pour quelle raison le point serait suspendu. Les États-Unis n'étaient pas alors en faveur de la suspension de la discussion sur ce point mais ils avaient acquiescé à la demande du Brésil en ce sens. Il était donc difficile pour les États-Unis de comprendre pourquoi le Brésil tenait à changer la condition à laquelle le débat sur ce point pouvait être repris. Il a tenu également à rappeler que les positions brésilienne et communautaire sur cette question supposaient que l'Annexe V était d'application. Comme les États-Unis l'avaient déjà expliqué, cette supposition était incorrecte. Les États-Unis tenaient à signaler à nouveau qu'ils avaient eu des discussions avec le Brésil et qu'ils espéraient que ces discussions se poursuivraient. Ils ont rappelé avoir indiqué au Brésil et au Président, dans les consultations informelles, que la voie à suivre consistait à poursuivre les discussions entre les parties sur cette question dans l'espoir de persuader le Brésil de consentir à la proposition qui avait été faite par les États-Unis.

59. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE souhaitaient rappeler qu'en vertu du paragraphe 2 de l'Annexe V, "[d]ans les cas où des questions seront portées devant l'ORD au titre du paragraphe 4 de l'article 7, l'ORD, si demande lui en est faite, engagera la procédure pour obtenir des pouvoirs publics du Membre qui accorde la subvention les renseignements nécessaires pour établir l'existence et le montant du subventionnement ..." Il ne faisait aucun doute pour les CE que la procédure prévue à l'Annexe V avait été engagée par la demande du Brésil. Aucune condition n'était prévue et l'ORD avait l'obligation claire d'engager la procédure. Le paragraphe 4 de l'Annexe V portait sur la désignation du facilitateur. L'ORD était également tenu de procéder à cette désignation. En conséquence, les CE tenaient à savoir pourquoi, en raison d'un soi-disant consensus,

l'opinion d'une partie à un différend pouvait primer et paralyser le fonctionnement normal de l'ORD. Comme l'avaient déclaré les CE, le point soulevé par les États-Unis, sans préjuger de sa validité, était une question de compétence qui était du ressort du Groupe spécial. Il n'appartenait ni à l'ORD ni au Président de statuer sur cette question en continuant d'appliquer la disposition de l'Annexe V en empêchant l'ORD d'exécuter son obligation de prendre une décision. Il a demandé à nouveau quel était le fondement juridique qui avait amené le Président à penser que l'application de l'Annexe V nécessitait un consensus.

60. Le représentant du Brésil a déclaré qu'il souhaitait préciser en quoi la proposition présentée par les États-Unis différait de la proposition d'accord présentée par le Brésil. D'une part, les États-Unis avaient indiqué qu'il appartenait au Groupe spécial de statuer sur la question et que, après avoir rendu ses décisions et conclu ses travaux, le Groupe spécial pourrait décider que l'Annexe V aurait été applicable et qu'il aurait été utile de recueillir des renseignements en vertu de l'Annexe V. D'autre part, le Brésil avait proposé de procéder à la désignation du facilitateur et au processus de collecte des renseignements. Les États-Unis auraient toujours le droit de soutenir devant le Groupe spécial que le processus de collecte des renseignements était inapplicable et que les renseignements étaient irrecevables. Ainsi, les États-Unis ne seraient pas lésés par le processus de collecte des renseignements. Malheureusement, les États-Unis avaient plutôt proposé une procédure qui rendrait l'Annexe V inopérante.

61. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'étant donné que le Brésil avait décrit la proposition des États-Unis, il souhaitait clarifier la teneur de la proposition des États-Unis. Selon la proposition, le Groupe spécial devait statuer sur la question préliminaire de savoir si la clause de paix était ou non applicable au début de la procédure. Dans l'éventualité improbable où il serait décidé que la clause de paix ne s'appliquait pas aux mesures en question, la procédure prévue à l'Annexe V pourrait alors aller de l'avant. Tant les États-Unis et le Brésil que les quelque 15 pays tiers Membres concernés identifiés par le Brésil pourraient alors engager le processus prévu à l'Annexe V. La procédure proposée par les États-Unis conciliait les intérêts des parties, constituait une solution pratique et ne permettrait pas, comme le Brésil l'avait indiqué à la réunion précédente, que la procédure prévue à l'Annexe V soit utilisée pour recueillir des renseignements sur la question de la clause de paix.

62. Le représentant du Chili a fait part de la préoccupation de sa délégation devant la création d'un dangereux précédent, à savoir que des questions de procédure, qui avaient toujours été tranchées par les groupes spéciaux, soient soulevées devant l'ORD. Le Chili a fait remarquer que ce n'était pas la première fois que les États-Unis agissaient de la sorte car ils avaient déjà essayé de le faire à une autre occasion.

63. Le représentant du Brésil a indiqué que le paragraphe 5 de l'Annexe V disposait comme suit: "Le processus de collecte de renseignements exposé aux paragraphes 2 à 4 sera achevé dans les 60 jours à compter de la date à laquelle la question aura été portée devant l'ORD au titre du paragraphe 4 de l'article 7." Les parties n'avaient donc que trop tardé dans ce processus de collecte de renseignements. La procédure proposée par les États-Unis irait à l'encontre de ce qui était prévu à l'Annexe V et, si on y consentait, elle retarderait également la procédure du Groupe spécial au mépris du calendrier prévu au Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

64. Le représentant des Communautés européennes a reconnu qu'il était difficile pour le Président de répondre à la question posée par les CE concernant le fondement juridique en vertu duquel l'ORD était censé statuer sur la demande du Brésil d'exécuter l'obligation qui lui incombait au titre de l'Annexe V. Les CE attendaient toujours une réponse du Président ou du Secrétariat concernant le fondement juridique. Il a appelé l'attention des participants sur l'article 2:4 du Mémoire d'accord qui disposait que "[d]ans les cas où les règles et procédures du présent mémorandum d'accord prévoient que l'ORD doit prendre une décision, celui-ci le fera par consensus". Cette disposition

s'appliquait aux cas où l'ORD exécutait une fonction prévue au Mémoire d'accord mais, en l'occurrence, l'ORD agissait conformément à l'Accord SMC. Il a rappelé que le premier paragraphe de l'article premier du Mémoire d'accord disposait que "[l]es règles et procédures du présent mémoire d'accord s'appliqueront sous réserve des règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends contenues dans les accords visés qui sont récapitulées à l'Appendice 2 du présent mémoire d'accord". Ainsi, aux fins de l'application de l'Annexe V, l'ORD agissait conformément à un accord visé – l'Accord SMC – et non pas au Mémoire d'accord. L'article 2:4 du Mémoire d'accord n'était donc pas applicable. Il a demandé quel était le fondement juridique qui autorisait le Président à penser qu'il devait y avoir un consensus pour que l'ORD prenne une décision concernant l'obligation prévue à l'Annexe V de l'Accord SMC.

65. Le représentant du Bénin a associé sa délégation aux déclarations du Brésil et des CE.

66. Selon le Président, ce point de l'ordre du jour, qui faisait référence à la déclaration du Brésil concernant l'Annexe V de l'Accord SMC, ne prévoyait pas qu'une décision soit prise à la présente réunion. Étant donné les divergences entre les délégations, il souhaiterait proposer que l'ORD prenne note des déclarations faites et convienne de convoquer une réunion informelle immédiatement après la présente réunion pour poursuivre le débat sur cette question.

67. Le représentant du Brésil a déclaré que, compte tenu de l'historique de cette question, sa délégation craignait que le Président n'ait pas réglé la question à l'examen. Il n'était donc pas possible de passer en mode informel et de poursuivre ce débat indéfiniment. Rien n'empêchait le Président de soumettre cette question à l'ORD pour décision même si l'ordre du jour faisait état d'une déclaration mais, si le Président n'était pas de cet avis, le Brésil tenait à ce que lui soit indiqué précisément, durant la réunion formelle, ce qu'il fallait faire pour que le Président soumette cette question à l'ORD pour décision. Il serait utile que ces indications soient données maintenant car le Président avait déjà évoqué le consensus et sa perception qu'un consensus ne s'était pas dégagé l'avait empêché de porter la question devant l'ORD pour décision. Il était important que le Président déclare officiellement, durant la réunion formelle, quelles étaient les conditions qui devaient être remplies pour que le Président soumette cette question à l'ORD pour décision et quelles étaient, à son avis, les procédures de prise de décisions qui seraient applicables dans de telles circonstances.

68. Le Président a invité le Secrétariat à répondre à quelques questions concernant les aspects juridiques des questions à l'examen.

69. Le représentant du Secrétariat (Division des affaires juridiques) a indiqué qu'il croyait comprendre que la question posée par les CE et évoquée, il y a un moment, par le Brésil était celle de savoir quelle était la procédure de prise de décisions conforme aux règles juridiques pour la désignation par l'ORD d'un représentant au titre de l'Annexe V de l'Accord SMC. Il était d'avis qu'une telle décision devait être prise par consensus affirmatif, comme l'exigeait le Mémoire d'accord sur le règlement des différends pour toutes procédures à l'exception de celles qui nécessitaient un consensus négatif selon le Mémoire d'accord.

70. Le représentant du Brésil a indiqué que, comme les CE l'avaient signalé, la règle du consensus s'appliquait à la prise de décisions par l'ORD lorsque les règles et les procédures du Mémoire d'accord prévoyaient que l'ORD prenne une décision. Toutefois, il serait utile que le Secrétariat indique si l'ORD, pour ce qui était d'une décision qui devait être prise au titre d'un accord visé, lorsqu'il remplissait la fonction de Conseil général, devait prendre une telle décision par consensus. Cela ne ressortait pas clairement de la lecture du texte et, d'ailleurs, il a demandé quel serait le sens de l'article 2:4 du Mémoire d'accord, en particulier de sa première phrase. Il a rappelé que le Président avait décidé à une autre réunion de ne pas présenter la question à l'ORD pour décision parce qu'il avait évalué, d'après ses consultations informelles, qu'il n'y avait pas de consensus. Or, même si le Président estimait qu'un consensus était nécessaire, il n'avait pas le pouvoir de prendre de décisions

d'après sa propre évaluation mais devait plutôt soumettre la question à l'ORD pour décision et l'ORD prendrait une décision à ce sujet. Ainsi, le Président tirerait les conclusions du résultat de la prise de décisions par l'ORD.

71. Le représentant des Communautés européennes a noté que le représentant du Secrétariat avait indiqué dans sa déclaration que le consensus affirmatif était une règle générale pour la prise de décisions par l'ORD. Toutefois, cette règle s'appliquait uniquement si l'ORD s'autorisait du Mémoire d'accord. Ainsi, lorsque l'ORD prenait une décision en vertu du Mémoire d'accord, et sauf si le Mémoire prévoyait une règle spécifique, il se devait de la prendre par consensus. Or, dans la présente affaire, des mesures devaient être prises en vertu de l'Accord SMC et l'article 1:2 du Mémoire d'accord prévoyait clairement que "[l]es règles et procédures du présent mémoire d'accord s'appliqueront sous réserve des règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends contenues dans les accords visés qui sont récapitulées à l'Appendice 2 du présent mémoire d'accord. Dans la mesure où il y a une différence entre les règles et procédures du présent mémoire d'accord et les règles et procédures spéciales ou additionnelles indiquées à l'Appendice 2, ces dernières prévaudront". Selon les CE, l'ORD devait prendre des mesures en vertu de l'Accord SMC et de l'Annexe V. Les règles de l'Accord SMC et de l'Annexe V devaient donc manifestement primer. Il a demandé où il était écrit à l'Annexe V que l'ORD prendra une décision par consensus affirmatif. Il s'agissait, à son avis, d'une obligation et d'une condition claires. Les paragraphes 2 et 4 de l'Annexe V n'indiquaient pas expressément que l'ORD désignera un représentant par consensus. Au contraire, une majorité simple serait nécessaire. En conséquence, il a demandé au Président de soumettre cette question à l'ORD afin qu'il exécute son obligation.

72. Le représentant du Secrétariat (Division des affaires juridiques) a déclaré qu'à son avis, en l'absence de disposition contraire, la règle du consensus affirmatif s'appliquait au Mémoire d'accord et il a fait remarquer que la note de bas de page 1 du Mémoire d'accord disposait que "[l]'ORD sera réputé avoir pris une décision par consensus sur une question dont il a été saisi si aucun Membre, présent à la réunion de l'ORD au cours de laquelle la décision est prise, ne s'oppose formellement à la décision proposée". Cela dit, une question portée devant l'ORD pour décision nécessitait une action affirmative de la part de l'ORD.

73. La représentante du Japon a indiqué que sa délégation souhaitait poser une question de procédure. Le Japon n'avait aucun intérêt à défendre dans cette affaire et n'avait pas participé en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial mais il respectait les procédures à l'ORD et son fonctionnement efficace et rationnel. Le Japon croyait comprendre que la procédure prévue à l'Annexe V de l'Accord SMC n'avait été appliquée qu'une seule fois, à savoir dans l'affaire "Indonésie – automobiles". Le Japon avait été une des parties au différend mais il n'avait pas invoqué la procédure prévue à l'Annexe V de l'Accord SMC. C'était les CE et les États-Unis qui l'avaient invoquée. Le Japon a donc demandé que le Secrétariat ou les CE indiquent ce qui s'était passé au sein de l'ORD lorsqu'il avait décidé de désigner M. S. Harbinson pour remplir les fonctions de facilitateur au titre de l'Annexe V.

74. S'agissant de la dernière explication fournie par le Secrétariat, le représentant du Brésil a déclaré que si la note de bas de page 1 du Mémoire d'accord expliquait le sens du terme consensus utilisé à l'article 2:4 du Mémoire d'accord, le présent débat ne portait pas sur le sens du terme consensus mais plutôt sur l'applicabilité de la règle du consensus prévue dans le Mémoire d'accord à une question qui découlait de l'Accord SMC. En conséquence, son interprétation de l'explication fournie par le Secrétariat était que la première phrase de l'article 2:4 du Mémoire d'accord n'avait aucun sens et que le paragraphe 4 prévoyait que, lorsque l'ORD devra prendre une décision, il le fera par consensus.

75. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que la mention de la note de bas de page 1 l'amenait à faire une autre observation, à savoir qu'on ne pouvait constater l'absence de consensus que si une question était présentée à l'ORD pour décision et qu'un Membre s'opposait formellement à la décision. Comment le Président pouvait-il donc considérer qu'il était évident qu'il n'y avait pas de consensus sans avoir présenté la question à l'ORD pour décision? Même s'il était vrai qu'un consensus était nécessaire, le Président avait l'obligation de présenter la question à l'ORD et, si un Membre s'y opposait formellement, le Président pouvait alors déterminer qu'il n'y avait pas de consensus. Avant cela, il n'appartenait pas au Président de décider s'il était probable ou non qu'un consensus se dégage. Il a donc demandé si le Président pouvait prendre une décision d'une telle importance qui empêchait l'ORD d'exécuter sa tâche et son obligation. L'ORD se devait d'être neutre et de permettre aux Parties de présenter leur position devant le Groupe spécial. En conséquence, la mention de la note de bas de page 1 faisait qu'il était impossible pour le Président de ne pas présenter la question à l'ORD pour décision. De surcroît, il souhaitait que le Secrétariat réponde à sa question concernant la procédure de prise de décisions applicable à l'ORD lorsqu'il agissait au titre de l'Accord SMC. Le sens du paragraphe 4 de l'article 2 du Mémoire d'accord était clair mais il était également clair que les règles et les procédures spéciales et différenciées contenues dans les accords visés se substituaient à la règle ordinaire de prise de décisions lorsque l'ORD prenait des mesures en vertu de l'accord visé. L'article 2:4 du Mémoire d'accord ne s'appliquait donc pas à la situation à l'examen. Il tenait à savoir quelle était la disposition de l'Accord SMC ou de l'Annexe V qui permettait au Président et au Secrétariat de considérer qu'un consensus était nécessaire en l'occurrence.

76. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il souhaitait faire trois observations. Premièrement, pour ce qui était des remarques que venaient de faire les CE, il a rappelé qu'à la réunion du 31 mars de l'ORD, les États-Unis avaient indiqué qu'il était prématuré de désigner un représentant de l'ORD à cette réunion. C'était la position qui avait alors été prise et cela pouvait peut-être rassurer quelque peu les CE quant à l'évaluation par le Président de la présence ou non d'un consensus à ce moment. Deuxièmement, il a également tenu à rappeler ce qui avait été mentionné plus tôt, à savoir que le point de l'ordre du jour avait été suspendu à la demande du Brésil. Troisièmement, il a répété que les Membres s'étaient beaucoup éloignés du point inscrit à l'ordre du jour de la présente réunion. Le point tel qu'il était inscrit à l'ordre du jour n'avait certainement donné aucune indication à sa délégation ni à d'autres délégations ou au Secrétariat que la question qui était maintenant débattue par le Brésil et les CE concernant une reprise du point suspendu de l'ordre du jour et la définition du terme consensus serait effectivement débattue. Le Président avait proposé la tenue de consultations ou d'une réunion informelle pour que les Membres puissent avoir un échange initial de vues et les États-Unis estimaient que de nombreux Membres souhaiteraient consulter leur administration nationale ou obtenir des instructions avant de s'exprimer de manière définitive sur le point à l'examen. Les États-Unis appuyaient la proposition du Président et attendaient avec intérêt que cette réunion ait lieu.

77. Le Président a déclaré qu'en dépit du fait que ce point de l'ordre du jour ne faisait pas mention d'une décision par l'ORD à la présente réunion, on avait largement débattu de plusieurs questions. Il était clair qu'il y avait des divergences de points de vue et, étant donné ces divergences, il tenait à proposer à nouveau que l'ORD prenne note des déclarations faites et convienne de convoquer une réunion informelle, immédiatement après la présente réunion, pour poursuivre le débat sur cette question avec les délégations qui le souhaitaient.

78. L'ORD a pris note des déclarations et a accepté la proposition du Président de tenir une réunion informelle, immédiatement après la présente réunion, pour poursuivre le débat sur cette question.

7. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – Désignation proposée (WT/DSB/W/226)

79. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DSB/W/226 qui contenait un nom qu'il était proposé d'ajouter sur la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a proposé que l'ORD approuve le nom figurant dans ce document.

80. L'ORD en est ainsi convenu.

8. Déclaration du Président concernant une communication de l'Organe d'appel au sujet des modifications qu'il est proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*

81. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a appelé l'attention des Membres sur la lettre que lui avait fait parvenir, le 10 avril 2003, M. James Bacchus, Président de l'Organe d'appel. La lettre indiquait que, ayant tenu compte des observations formulées par les délégations au sujet des modifications qu'il était proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*, qui figuraient dans le document WT/AB/WP/5 et avaient été distribuées le 19 décembre 2002, et ayant achevé les consultations avec le Directeur général et le Président de l'ORD sur cette question, l'Organe d'appel avait élaboré la version finale des modifications. La lettre comprenait également une explication des ajustements apportés aux propositions de modifications distribuées en décembre 2002. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, ces modifications entreraient en vigueur le 1^{er} mai 2003 et le texte des *Procédures de travail* dans sa version révisée et consolidée serait distribué dans les trois langues officielles de l'OMC à cette date. Il a indiqué que la lettre du Président Bacchus, à laquelle étaient jointes les modifications, avait été distribuée sous la cote WT/AB/WP/6 le 10 avril 2003.

82. L'ORD a pris note de la déclaration.
